



CIBLE

Échec

C'est raté ! Les chiffres du chômage pour l'année 2013 prouvent que François Hollande nous a bercés d'illusions : il n'y a pas eu d'inversion de la courbe du chômage malgré les emplois aidés et les nettoyages de fichiers. Ces bricolages sont utilisés par la propagande gouvernementale : on se félicite de la « stabilisation » du chômage, on reporte à plus tard le succès des efforts entrepris.

Quels efforts ? On veut nous faire oublier que le pacte compétitivité-emploi de 2012 est resté sans effets. On veut nous faire croire qu'une nouvelle baisse des « charges » - en clair les cotisations patronales - aura des conséquences bénéfiques sur l'emploi alors nous avons depuis vingt-cinq ans la preuve du contraire. La « politique de l'offre » est une imbécillité théorique et le « socialisme de l'offre » une pure et simple imposture.

La France est victime de l'euro fort, du libre échange et de la déflation salariale en Europe du sud. Tant que nous n'aurons pas rompu avec les pratiques ultra-libérales, il n'y aura pas de retour possible au plein emploi.

Syndicats

Pourquoi l'inertie ?

Roman

**Pierre
Assouline**

p. 8

Chine

**L'année
du cheval**

p. 9

Espagne

Pavane pour une infante défunte

La lecture de l'édito du numéro 1048 m'a personnellement ému. Il me faut essayer d'en rechercher les raisons. La légitimité monarchique fait appel plus aux sentiments qu'à la raison. Mais il faut bien raisonner. Bertrand Renouvin nous y invite. Il veut nous donner des raisons d'espérer au-delà de toute espérance. Nous avons déjà fait notre deuil de la légitimité en France. Quand nous avons dû abandonner l'idée que le général De Gaulle pourrait donner la main au Comte de Paris – en 1965 du fait du ballottage de l'élection présidentielle –, l'impensable se produisait au-delà des Pyrénées. Franco, à sa mort en 1975, réussit ce que De Gaulle avait manqué – si tant est qu'il l'ait voulu – : le rétablissement de la monarchie.

Près de quarante ans plus tard, Juan Carlos est toujours roi mais le mythe est presque éteint. « *Le roi se meurt, le roi est mort, Vive le roi.* » Était-il besoin de convoquer Shakespeare et Pascal à son chevet ? C'est beau. C'est grand. C'est toute la littérature de la légitimité. Fal-

lait-il revenir à ces fondements de notre foi monarchique pour se rassurer ? Un tel rappel n'est jamais inutile. Cela fait du bien. Mais en même temps, les choses en sont-elles arrivées à ce point de dissolution ?

La succession avec l'infant Felipe (né en 1968), dont l'épouse est fille de républicain, semble riche de perspectives. L'attachement à la personne de Juan Carlos, qui l'emportait de beaucoup en 1975 sur celle dévolue à une institution décriée, a bien décliné mais c'est au profit de l'institution monarchique, désormais bien ancrée dans les mœurs et les opinions et nécessaire à l'unité espagnole. C'est une évolution parfaitement saine et positive.

L'institution, c'est le roi et son fils. Elle ne tient pas à leurs qualités ni à leurs vertus. Elle n'est pas extensible à une cellule familiale privilégiée. Ce n'est pas une famille qui se trouve à la tête de l'État, sinon au sens de Bonald, une famille où il n'y a qu'une seule personne. L'infante Cristina, quoique plus âgée que le dauphin, n'est en vertu de la loi salique que septième dans

l'ordre de succession. Le roi est certes chef de famille, même parfois au-delà des frontières nationales. Pas la monarchie.

Bertrand Renouvin réserve avec raison la question de l'abdication. Le cas espagnol n'est pas celui de la Belgique ou des Pays-Bas, qui ont connu cette relève de génération en 2013, ou inversement de la Grande-Bretagne qui l'a exclue.

Tout est affaire de lieux, de situations. Il n'y a aucune règle générale. Le choix de l'abdication est personnel. C'est affaire de conscience, celle du souverain et de lui seul. Une chose est de se savoir pécheur une autre « *de ses propres mains enlever sa couronne ; de sa propre bouche abjurer sa dignité sacrée ; de sa propre voix annuler tous ses serments de fidélité* » (Richard II). Même le Pape ne saurait ici servir de précédent car la monarchie pontificale est de nature élective. Shakespeare et Pascal écrivaient dans le contexte de monarchies catholiques de droit divin.

Si certains monarques sont restés personnellement

croyants, ils n'ont pas été oints (sauf Élisabeth II selon le rite anglican outre qu'elle est tête de l'Église d'Angleterre et d'Irlande du nord). C'est cette seule considération de la transcendance, même si elle n'est que celle de l'histoire, qui les guide. Ils peuvent dire comme le peintre : « *Je suis insaisissable dans l'immanence* » (Paul Klee).

Certes, ce n'est pas le problème des royalistes français, sinon comme Français en général qui ne souhaitent pas voir rouvrir une nouvelle guerre de succession d'Espagne. Notre problème en revanche reste celui de l'instauration de cette monarchie en France. C'est, comme le dit Bertrand Renouvin, que nous ayons « *présenté la monarchie espagnole comme référence démocratique, républicaine, de notre projet politique* » mais aussi que nous tenions là sa modalité pratique de réalisation, celle qui avait occupé le Comte de Paris toute sa vie. En cette année 2014, on se souviendra du bicentenaire de ce que l'on a appelé la Restauration qui était plutôt une instauration dans les termes où, après en avoir été le principal auteur, l'avait théorisée dans ses « *mémoires* » Talleyrand, en quelques pages qui complétaient celles de Pascal, et en lesquelles se résumaient, selon Guglielmo Ferrero (*Pouvoir, les génies invisibles de la Cité*, 1943), toute la littérature de la légitimité. 1814-1975. Ces dates ne sont pas passées. Elles demeurent pour nous à l'horizon de l'histoire.

Yves LA MARCK

royaliste
BIMENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

Rédaction-administration

38, rue Sibuet 75012 Paris
Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Yvan Aumont
Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

SOMMAIRE

- P2 : Espagne : Pavane pour une infante défunte - P3 : FN : Le rejet du gaulisme - Écho des blogs - P4 : Des syndicats aux abonnés absents - P5 : Chine : L'année du cheval - Brèves - P6/7 : Louis XVIII : La monarchie nationalisée - P8 : Histoire : Vichy-sur-Danube - P9 : Idées : Des repères dans le mouvant - P10 : Mook : Un objet non identifié dans la presse magazine - P11 : Les *Mercredis de la NAR* - Site Internet - Carnet de chants - P12 : Éditorial

Le rejet du gaullisme

Marine Le Pen ne veut pas que son parti évolue vers le gaullisme. La lettre qu'elle a adressée à « ses amis harkis et pieds-noirs » est un sérieux revers pour Florian Philippot.

Vice-président du Front national, Florian Philippot se présente aux élections municipales à Forbach sous un logo qui associe la flamme tricolore du Front et la croix de Lorraine. En décembre dernier, il déclarait que « nous sommes aujourd'hui un parti clairement gaulliste » parce que « nous défendons clairement le projet pour la France du général de Gaulle, c'est-à-dire l'indépendance nationale, la grandeur de la France et un pacte social beaucoup plus affirmé. » Brandissant ces convictions, Florian Philippot menait alors une opération de séduction des gaullistes regroupés autour de Nicolas Dupont-Aignan, qu'il s'agissait d'attirer dans le Rassemblement Bleu marine créé pour accueillir les nouveaux venus.

Interpellée par des rapatriés d'Algérie, Marine Le Pen a adressé une lettre « à ses amis pieds-noirs et harkis » dans laquelle elle a confirmé que « le FN n'était pas gaulliste même s'il ne s'interdisait pas de faire référence à certaines idées gaulliennes comme l'État stratège, le référendum ou la défense de l'indépendance nationale ou de la souveraineté. » Elle rappelait avoir « clairement dit que je n'irais pas sur la tombe du géné-

ral de Gaulle par respect pour l'abandon criminel des pieds-noirs et harkis qui ont tant souffert de sa politique algérienne. »

Dans la suite de sa lettre, la présidente du Front national prenait soin de préciser que les gaullistes sont les bienvenus dans son parti où « chacun est libre d'honorer sa mémoire propre. » Marine Le Pen se fait du gaullisme une idée fort étriquée, qui ne nous renseigne pas sur l'attitude de son parti à l'égard de la Résistance et de la Libération. Elle confirme que le Front national refuse de faire son deuil de la colonisation et elle indique du même coup que toute une clientèle électorale sera ménagée : pas seulement les pieds-noirs et harkis qui votent pour elle dans le souvenir de ce qui fut effectivement une tragédie mais aussi les jeunes générations de l'extrême droite qui cultivent maintes rancunes historiques.

En encourageant les références au gaullisme, Marine Le Pen aurait indiqué sa volonté d'en finir avec les vindictes nationalistes et l'exploitation des passions xénophobes. Elle préfère se situer à la jonction de protestations diverses et contradictoires. Rentable à court terme, ce calcul lui interdit de mener, autrement qu'en paroles, une politique de rassemblement.

Sylvie FERNOY

Hollande et l'Allemagne

« L'Allemagne exulte en découvrant le virage libéral de François Hollande » titre un article de l'Express. ⁽¹⁾

E t d'énumérer des commentaires repris de la presse allemande tels que « des promesses que François Hollande a faites aux Français pendant la campagne, il ne reste plus grand-chose » ou évoquant un virage « pas évident pour un homme qui, il y a encore vingt mois, a embobiné son peuple avec un tout autre ton. » À l'évidence le reniement de sa déclaration du Bourget (qui lui a apporté les voix nécessaires à sa victoire) « mon véritable adversaire c'est la finance » est perçu par les cercles dirigeants d'outre Rhin comme un acte de courage... Mais le Président est allé plus loin dans son propos car c'est à une déclaration d'allégeance au gouvernement Merkel-SPD qu'il s'est livré. Il avance trois propositions qui posent questions. (2)

Tout d'abord : « Une initiative pour une convergence économique et sociale entre la France et l'Allemagne. » Est-ce sur la base des acquis sociaux des Français ? **Ensuite :** « nous coordonner pour la transition énergétique. » Qu'advient-il alors de notre production énergétique d'origine nucléaire qui garantit notre indépendance et contribue à notre compétitivité ? **Et enfin :** « Je souhaite qu'il y ait un couple franco-allemand qui puisse agir pour l'Europe de la défense. » Que deviendra notre capacité à initier seule des actions, à un moment où les effectifs de nos armées sont vus à la baisse (dont la dissolution d'un régiment de la brigade franco-allemande cet automne !), où le budget alloué à notre défense est réduit...

Et de préciser sa méthode : « Que nos deux gouvernements se coordonnent en amont sur tous les grands projets. » Dans

cette coordination qui sera le chef et qui servira de modèle ? La réponse a été formulée dès le printemps par François Hollande lui-même lors du congrès du SPD à Leipzig où il s'est déplacé dans le seul but de faire l'éloge des réformes du social-démocrate Gerhard Schröder !

Plus sérieuse est l'analyse de Romaric Godin sur le site Latribune.fr (2) « Derrière l'exigence social-démocrate, il y a donc l'exigence d'une germanisation de la pratique sociale et politique de la France, de l'application du modèle allemand. » Là encore, François Hollande dans sa volonté de « convergence avec l'Allemagne se montre digne de cette exigence. » Et plus loin « La politique de l'offre de Gerhard Schröder, couplée - il faut le rappeler - à un désinvestissement massif de l'État et à l'effet de l'euro qui empêchent les concurrents de l'Allemagne de dévaluer, avait beaucoup plus de chance de jouer rapidement sur la compétitivité du pays. Pour la France de 2014, beaucoup plus désindustrialisée et dont la compétitivité est plus faible, la tâche sera beaucoup plus complexe. Croire qu'une conversion sémantique d'un président permettra de dépasser ce problème par la fameuse confiance, c'est pour le moins un peu naïf. »

François ENNAT

(1) <http://www.lexpress.fr/actualite/politique/>

(2) <http://www.france-allemande.fr/L-actualite-.html>

(3) <http://www.latribune.fr/actualites/economie/unione/20140115trib000809667/la-social-democratie-un-reve-bien-francais.html>

Des syndicats aux abonnés absents

Alors que le gouvernement fait alliance avec le patronat pour anéantir le pacte social issu du programme du Conseil national de la Résistance, les syndicats, qui ont largement contribué à son élaboration sont réduits à jouer les seconds rôles. Plusieurs raisons à cela : la stratégie du président de la République, la division syndicale et les querelles intestines.

Et s'il en était de la politique sociale comme de la politique économique ? Contrairement à ce que clament haut et fort les principaux dirigeants de la droite et du centre, le patronat et une partie de la gauche, il n'y a pas changement de cap de la part de François Hollande, mais bel et bien accélération de la politique économique ultra-libérale mise en place depuis son accession à la présidence de la République. Il en est de même de la politique sociale : depuis 2012, le gouvernement ne cesse de démolir le pacte social qui fonde notre République. Il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner les dix-huit mois qui viennent de s'écouler à la lumière des propos tenus le 16 janvier par François Hollande lors de sa conférence de presse. Pour se mettre les syndicats dans la poche, il a procédé par étapes successives.

Dans un premier temps, il devait les caresser dans le sens du poil, leur donner l'impression qu'ils étaient une pièce maîtresse de son dispositif et que les attentes des ménages, qu'ils sont censés représenter, constitueraient une priorité. D'où la multiplication des rencontres entre les responsables syndicaux, le président de la République, le Premier ministre ou les

ministres chargés de dossiers sociaux (Michel Sapin, Marisol Touraine et Najat Vallaud-Belkacem) ou les membres de leurs cabinets. Le numéro un d'une confédération reconnaît aujourd'hui qu'en un an et demi, il a été plus reçu que durant les quinquennats de Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy réunis. D'où, également, ces conférences sociales annuelles au cours desquelles, le recul aidant, on peut affirmer, au mieux, que les décisions sont prises avant que la réunion ait lieu, au pire, qu'il ne se passe rien.

Dans un deuxième temps, il fallait pousser les syndicats à négocier eux-mêmes, au nom de la relance de l'emploi, les reculs sociaux à travers des accords nationaux interprofessionnels qui sont autant de renoncements. En témoignent celui sur la sécurisation de l'emploi de janvier 2013. Depuis, l'accord a été transposé en loi et, pour sauver leur emploi, les salariés d'une entreprise en difficulté sont contraints de consentir des baisses de salaires ou de travailler plus sans être payés plus, sous peine de devoir démissionner ou d'être licenciés. Un nouvel accord réformant la formation professionnelle continue vient d'être adopté qui pourrait exonérer

les entreprises de leur obligation de formation ; il débouchera dès février sur l'adoption d'une nouvelle loi. La renégociation de la convention d'assurance chômage est en cours qui pourrait remettre en cause la solidarité nationale à l'égard des demandeurs d'emploi. Une dernière négociation devrait s'ouvrir à la demande de François Hollande sur la qualité de l'emploi ; il s'agira de revoir le fonctionnement et les missions des instances représentatives du personnel (Comités d'entreprise, Comité hygiène, sécurité, conditions de travail). Là encore, le pire est à craindre.

En exemptant les entreprises du paiement de la cotisation Famille, le président de la République passe à la vitesse supérieure et place les syndicats, partenaires de sa politique depuis 2012, devant le fait accompli. Il y a fort à parier que l'étape suivante sera sinon la suppression du moins une réécriture complète du Code du Travail. Le prétexte est d'ores et déjà tout trouvé : devant l'échec prévisible du pacte de responsabilité, le patronat pourra toujours prétendre que, outre le coût du travail, le code du travail trop contraignant pèse sur la compétitivité des entreprises, et que tant qu'il

n'aura pas disparu, l'emploi ne repartira pas à la hausse.

Face à cette offensive ultra-libérale, les syndicats ne parviennent pas à faire front commun. Ce n'est pourtant pas faute d'essayer. Ainsi, à l'initiative de la CGT et de la CFDT, se sont-ils rencontrés début décembre pour tenter de se mettre d'accord sur une réplique. En vain. Une déclaration commune (sans la CFTC, la CFE-CGC et Solidaires) a bien été rédigée, mais qui se contente de rappeler de grands principes en matière d'emploi, de rémunération et de pouvoir d'achat (on notera au passage qu'il n'est même plus question de salaire), de fiscalité et de politique européenne. Les divergences sont trop importantes entre une CFDT qui peuple les cabinets ministériels, et une CGT où des oppositions internes se manifestent contre les prises de position confédérales qu'elles soient favorables ou non au gouvernement, à tel point que certains n'hésitent plus à affirmer qu'il n'y a pas de pilote dans l'avion cégétiste. Quant à la CGT-FO, la seule organisation à défendre une approche keynésienne des questions économiques, elle peine à se faire entendre et se retranche dans sa tour d'ivoire. Enfin, commencent à apparaître des désaccords profonds entre les dirigeants confédéraux complices du gouvernement et une base qui veut des résultats concrets et rapides sur toutes les questions sociales ; aucun des syndicats ne semble épargné. Ce qui est à la fois une bonne et une mauvaise nouvelle. Une bonne nouvelle, car cette grogne de la base révèle que les salariés ne sont pas dupes de la politique gouvernementale, et une mauvaise nouvelle, car nul ne peut prévoir aujourd'hui comment et sur quoi débouchera ce malaise.

Nicolas PALUMBO

L'année du cheval

La vision gaullienne qui sous-tendait la reconnaissance de la Chine communiste il y a cinquante ans garde toute son actualité.

La manière dont a été présenté le programme des commémorations du cinquantenaire des relations diplomatiques franco-chinoises par le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius ne fait droit en rien au véritable projet du général de Gaulle. Lui conférer un caractère d'abord culturel, tout en louchant sur d'éventuels contrats commerciaux, c'est vouloir ne rien comprendre à la vision politique.

M. Fabius se réfère au voyage d'André Malraux à l'été 1965 et à sa rencontre avec Mao Tsé Toung, grand morceau de bravoure de ses *Antimémoires* dont on sait pourtant le caractère fortuit et mythique (qui n'enlève rien à sa magie). L'acte du 27 janvier 1964 n'était pas mû par des souvenirs de légende de la **Longue Marche**, ni par une sourde admiration pour le Grand Timonier, ni par l'exaltation d'une révolution mondiale à partir de la subversion du tiers-monde récemment décolonisé, comme elle aurait été hier en Chine le fait de la paysannerie. Il est fondé sur une analyse particulièrement fine et précoce, exprimée dès 1959, du schisme sino-soviétique.

Ce n'était pas chez De Gaulle la perception d'une nouvelle ère asiatique, encore lointaine à cette époque – la guerre du Vietnam n'était qu'un facteur –, mais la poursuite méthodique de la liquidation de la politique des blocs, l'ordre de Yalta, responsable de la division de l'Europe, à travers le corps de l'Allemagne. En reconnaissant le régime de Pékin, de Gaulle ciblait Moscou qui détenait la clé du problème allemand. La France de De Gaulle n'était toutefois pas assez forte pour mener à bien, seule, cette « révolution diplo-

matique » (Kissinger). Il lui aurait fallu entraîner l'Europe occidentale alors trop alignée sur une Amérique enfermée dans ses préjugés. De Gaulle inspira néanmoins Nixon qui, élu en 1968, entreprit et réussit ce bouleversement en se rendant en Chine en février 1972, suivi d'un voyage à Moscou en mai 1972. La démarche était identique sauf que Washington recherchait une relation triangulaire Washington-Moscou-Pékin excluant de fait l'Europe. L'Europe avait échoué à se constituer en levier de cette réorientation de la relation sino-soviétique dans laquelle la Russie, comme de Gaulle n'appelait jamais l'URSS, aurait rejoint l'Europe (« de l'Atlantique à l'Oural ») face aux pressions chinoises (démographiques plus que militaires) sur la Sibérie. L'Allemagne ferait cavalier seul en traitant directement avec Moscou dès le départ du général de Gaulle en 1969.

Quel crédit pouvaient avoir à Pékin les dirigeants des pays européens agissant en ordre dispersé, chacun pour soi, et sans plus de dessein politique, celui-ci étant définitivement délégué entre les mains américaines ? Nous en sommes cruellement toujours là aujourd'hui. L'Europe dans son format actuel n'est pas une alternative pour une Russie dont Pékin ne veut ni dépendre ni voir filer à l'Ouest. (1)

Cinquante ans se sont écoulés depuis cette reconnaissance, c'est-à-dire autant de temps qu'entre celle-ci et le déclenchement de la guerre de 1914. La Chine de 1964 ressemblait encore largement à celle de 1914, infiniment plus que la Chine de 2014 ne ressemble à celle de 1964. L'écart entre la France et la Chine s'est inversé : de Gaulle pouvait en quelque sorte par-

raîner Pékin pour retrouver son siège aux Nations Unies. C'est aujourd'hui le deuxième **Grand** rivalisant avec le premier. La France est une parmi les puissances moyennes. La question ici n'est pas simplement économique, mais bien stratégique. Le professeur Nye (inventeur de la notion de « *soft power* ») a choisi de commencer l'année en posant la sempiternelle question : « *les États-Unis et la Chine pourraient-elles déclencher une guerre mondiale comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne l'avaient fait en 1914 ?* ». La France n'y est-elle pour rien ni la Russie ? L'école majoritaire en histoire aux États-Unis veut en effet que ce soit la rivalité économique entre Londres et Berlin qui soit au cœur du conflit comme elle devait l'être de son règlement (confer Keynes). Cette thèse a la vie dure.

La conclusion du professeur Nye est *qu'au lieu que l'Allemagne ne se satisfaisait pas de sa réussite matérielle, cette fois la Chine a trop d'appétit pour la prospérité économique pour penser à la fragiliser. En outre, dit-il, alors que l'Allemagne et l'Angleterre étaient au coude à coude, la Chine est encore trop loin derrière les États-Unis pour courir l'aventure*. Or, il y a bien d'autres facteurs en jeu, notamment culturels. S'il y a peut-être une vérité dans le programme lancé par M. Fabius, ce serait précisément la culture, non pas qu'elles soient proches mais qu'elles sont au contraire encore si éloignées comme les festivités de l'année du cheval qui commencent le 31 janvier le sont de notre St-Sylvestre.

Yves LA MARCK

(1) Contrairement aux Occidentaux, Xi Jinping sera à Sochi le 7 février.

Brèves

Japon

Pourtant contraint à une extrême réserve par le protocole du palais impérial mais dans le respect d'une constitution démocratique imposé par les USA en 1945 lui assignant la place de *Symbole de l'État et de l'unité du peuple* l'empereur **Akihito** parvient à exprimer dans ses déclarations une image de proximité et de compassion aux Japonais. Ainsi il a su tempérer les ardeurs nationalistes de l'actuel chef du gouvernement Shinzo Abe. Contrairement à lui, il ne s'est jamais rendu au sanctuaire Yasukuni haut lieu du militarisme nippon. Lors d'un voyage à Pékin, il évoqua « *les souffrances infligées au peuple de Chine*. » Après la catastrophe de Fukushima et ses suites, plaçant les responsabilités dans la collusion des intérêts financiers privés et des politiques, son hommage aux victimes a été apprécié pour son humilité dictée par sa seule bienveillance.

Espagne

Le prince Felipe apparaît comme l'espoir de la monarchie. Âgé aujourd'hui de 45 ans, il est perçu par 66 % des Espagnols comme très bien préparé à assumer les charges de sa fonction s'il devait succéder à son père.

Belgique

Le 17 Février prochain, l'A.F.A.R.B. (Association Française des Amis du Royaume de Belgique) remettra une Gerbe au pied du monument dédié au roi **Albert 1^{er}** situé sur le Cours La Reine à Paris, à l'occasion du 80^e anniversaire du décès du **Roi Soldat**. <http://afarb.blog4ever.com>

Russie

Le prince **George Mikhaïlovitch Romanov** fils de la grande-duchesse **Maria Vladimirovna**, vient de célébrer à Bruxelles le quatre centième anniversaire de la dynastie des Romanov. À cette occasion il a accordé un entretien au journal *New Europe*. Il y précise ses activités professionnelles. Après avoir été un collaborateur des instances de l'Union Européenne depuis 2001, il travaille aujourd'hui à la création d'une structure en charge des intérêts de sociétés russes et est-européennes au sein de cette union.

KERDEVY

La monarchie nationalisée

Au grand rendez-vous de l'unité nationale, 2014 doit aussi voir convoqué le souvenir de la première Restauration, dont la *Charte constitutionnelle* permit au régime parlementaire de s'enraciner en France. L'idée de réconciliation de la monarchie avec les idéaux de la Révolution française durera jusqu'en 1848 et reste encore aujourd'hui une expérience fondatrice, en Europe.

L'anniversaire de l'avènement de la première Restauration est bien inscrit au catalogue de la Mission aux Commémorations nationales du ministère de la Culture. Force est cependant de constater que peu d'écho est donné à l'événement, dans la programmation des grandes expositions et des colloques des mois à venir. Face au Centenaire de la Grande Guerre, il est bien évident que le bicentenaire de l'arrivée au pouvoir de Louis XVIII n'occupera pas le devant de la scène. Et pourtant...

L'année 1814 est bien une année charnière pour l'histoire politique de la France, tout autant que l'Empire et la période révolutionnaire : l'organisation du pouvoir législatif, déjà fondé sur le bicamérisme, permet aux débats parlementaire de voir le jour et de peser sur les décisions de l'exécutif, au cours des décennies suivantes ; de même des règles de procédures internes des chambres sont elles aussi fixées. Pourtant, au printemps de cette année-là, rien ne paraît simple, et la France toute entière ressent le vide du pouvoir. Na-

poléon, qui a scellé sa fortune à celle des armes, en est réduit à régner sur l'île d'Elbe, après avoir été vaincu, sur le continent européen, par les armées coalisées des Anglais, des Russes, des Prussiens et des Autrichiens. La France est occupée, de même que sa capitale. Les Parisiens n'avaient pas subi les outrages d'une occupation depuis... le règne d'Henri IV ! À la fin du XVI^e siècle, le bon roi avait dû chasser les troupes espagnoles, ce soutien de la Ligue très catholique qui empêchait tout compromis avec les Huguenots. Ainsi, les derniers des Bourbons se retrouvent-ils dans la situation du premier : contraints d'agir en politiques. Le frère cadet de Louis XVI, en effet, dès qu'il annonce son retour, est accusé de revenir « dans les fourgons de l'étranger », c'est-à-dire d'être sans réelle autonomie. Il sait tout retour à la monarchie absolue impossible. Il ne peut la rétablir, comme est en train de le faire son cousin espagnol libéré lui aussi de la menace de l'Empire.

Le 31 mars, un armistice est conclu entre les reliquats de

l'Empire et la Coalition européenne engagé contre la France. Le 14 avril, sur une proposition de Talleyrand, un décret du Sénat « défère le gouvernement provisoire de la France à S.A.R. Monsieur le comte d'Artois sous le titre de lieutenant général du royaume, en attendant que Louis-Stanislas-Xavier de France appelé au trône des Français, ait accepté la charte constitutionnelle. » Le frère cadet de Louis XVIII répond, par une lettre, qu'il n'a pas reçu de son aîné le pouvoir d'accepter une Constitution, tout en précisant, au sujet du roi en exil : « je connais ses sentiments et ses principes, et je ne crains pas d'être désavoué en assurant en son nom qu'il en admettra les bases. » L'enjeu est désormais clair, pour les deux derniers Bourbons. Il se résumera, plus tard, dans une célèbre injonction du ministre Decazes : « nationaliser la monarchie et royaliser la France. » Telle est la condition de la survie du nouveau régime.

Modifiés dans le sens d'une plus grande ouverture du corps électoral, en 1830, puis oubliés par la révolution du

1848, les principes de la monarchie constitutionnelle, tels qu'établis en 1814, n'en demeurent pas moins dans l'histoire européenne, un moment fondateur de notre modernité.

Le préambule de la Charte, octroyée par Louis XVIII le 4 juin, indique dès les premières lignes que le souverain ne se considère déjà plus comme un monarque absolu, et qu'un compromis doit être établi avec les idées nouvelles : « La divine Providence, en nous rappelant dans nos États après une longue absence, nous a imposé de grandes obligations. » « En même temps que nous reconnaissons qu'une Constitution libre et monarchique devait remplir l'attente de l'Europe éclairée, nous avons dû nous souvenir aussi que notre premier devoir envers nos peuples était de conserver, pour leur propres intérêt, les droits et prérogatives de notre couronne. » Ainsi, « lorsque la sagesse des Rois s'accorde librement avec le vœu des peuples, une Charte constitutionnelle peut être de longue durée. »

Le texte, dans son ensemble, est bien une tentative pour ancrer les idéaux de 1789 aux traditions d'une ancienne monarchie idéalisée. Et c'est peut-être là que le bât blesse... « Nous avons remplacé, par la Chambre des Députés, ces anciennes Assemblées

des Champs de Mars et de Mai, et ces Chambres du Tiers-État, qui ont si souvent donné tout à fois des preuves de zèle pour les intérêts du peuples, de fidélité et de respect pour l'autorité des Rois. En cherchant ainsi à renouer la chaîne des temps, que de funestes écarts avaient interrompue, nous avons effacé de notre souvenir, comme nous voudrions qu'on pût les effacer de l'histoire, tous les maux qui ont affligé la patrie durant notre absence. » Les plus grands déchirements de la Révolution semblent pouvoir être effacés bien plus aisément qu'il ne sera possible de le faire en fait. Mais la Charte établit solennellement les principaux acquis des premiers textes révolutionnaires.

Sont confirmées, aussi, les libertés fondamentales de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. « Les Français sont égaux devant la loi, quels que soient d'ailleurs leurs titres et leurs rangs » (article 1er). « Ils sont tous également admissibles aux emplois civils et militaires » (art. 3). « Leur liberté individuelle est également garantie, personne ne pouvant être poursuivi ni arrêté que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit » (art. 4). « Les Français ont le droit de publier et de faire imprimer leurs opinions, en se conformant aux lois qui doivent réprimer les abus de cette liberté » (art. 8).

Dans l'ordre institutionnel, l'esquisse d'une séparation entre les pouvoirs est établie. Au sommet de l'édifice, le roi occupe une position prééminente. Il est « le chef suprême de l'État, il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de commerce, nomme à tous les emplois d'administration publique », tandis que le pouvoir exécutif « s'exerce collectivement par le Roi, la Chambre des pairs, et la Chambre des députés



des départements » (art. 14 et 15). Le roi est bien ce trait d'union entre l'ancienne et la nouvelle France. Dans les cérémonies, il porte le cordon et la grande Croix de l'ordre du Saint-Esprit, supprimé en 1790 et bien sûr restauré. Dans l'iconographie de propagande, son portrait est souvent associé à des représentations de la Charte constitutionnelle, présentée, comme la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, sous la forme de Tables de la Loi. Pour la dernière fois, cependant, le drapeau blanc est celui du pays, et il est bien difficile de mettre en œuvre une réconciliation effective des Français. Les partisans de la réconciliation ne représentent qu'une tendance politique, à la chambre, face aux libéraux qui veulent la Révolution et rien que la Révolution

et aux ultra-catholiques que le frère cadet de Louis XVIII – une fois roi sous le nom de Charles X – favorise jusqu'à provoquer la chute de la branche aînée des Bourbon en 1830. Le soutien à la couronne est fragile en raison, surtout, d'un suffrage censitaire qui ne privilégie que les fortunes foncières issues de l'ancienne aristocratie avant la révolution des Trois Glorieuses qui porte Louis-Philippe au pouvoir.

Louis XVIII n'en demeure pas moins l'un des plus grands rois de France. Il est le seul de sa génération à pouvoir instaurer un Régime qui va lui survivre. Seule la III^e République saura renouer avec la stabilité. Face à ses contemporains pris dans les événements, gardons-nous de tout jugement sévère. Les années qu'ils vivent sont celles

de la solitude des consciences et des choix personnels. Le premier grand événement inattendu auquel doivent faire face les Français après l'avènement de Louis XVIII est, du reste, le retour de Napoléon de l'île d'Elbe, pour Cent-Jours qui coûteront cher à la France en vies humaines. Seul le recul peut nous révéler les errements dont l'âme est capable : « On vivait vite alors ; on mourait vite aussi, et dans le grand désarroi de l'écroulement d'un monde, un cadavre de plus n'ajoute rien – ou presque – à l'unanime angoisse. » (2)

Christophe BARRET

(1) Cf. G. de Bertier de Sauvigny – « *Au soir de la monarchie - Histoire de la Restauration* », Flammarion, 1974, pp. 49-50.

(2) Cf. G. Lenotre – « *En suivant l'Empereur* », Grasset, 1935, p. 225.

Vichy-sur-Danube

Voilà une page de l'histoire de France qui n'est guère à notre gloire. L'intermède allemand du gouvernement de Vichy avant la chute finale, la sienne et celle du Reich, fournit la trame de la dernière œuvre de Pierre Assouline : *Sigmaringen*. Ce fin connaisseur de la France de Vichy a choisi la forme romanesque pour évoquer ce passé.

Est-ce d'ailleurs vraiment un roman ? Lorsque l'on se penche sur l'abondante bibliographie citée à la fin de l'ouvrage, il y a lieu d'en douter. Cela fait un quart de siècle au moins que Pierre Assouline se passionne pour le sujet. De Vichy, il nous avait déjà longuement parlé à travers certaines de ses excellentes biographies, notamment celle de Jean Jardin, qui décrivent précisément les rouages, l'atmosphère et la situation de l'État français. Il aurait pu faire de ce livre un essai qui n'aurait rien eu à envier en qualité à ses précédents ouvrages. Alors pourquoi ?

Ayant lu ce livre d'une traite, il est possible de répondre à cette question. L'histoire, tout le monde la connaît. Après la Libération et la prise du pouvoir à Paris du Général de Gaulle, les autorités allemandes ont voulu à la fois préserver la peau de Pétain et de Laval mais en sus créer des difficultés aux Alliés en maintenant sous perfusion un pouvoir **légal** français qui pourrait à nouveau servir en cas de retournement de la situation. Ceux qui ont accompagné Vichy en Allemagne avaient tout à redouter du nouveau pouvoir à Paris. Le gouvernement de

Vichy, quasi au complet, et ses exécuteurs de basses œuvres en tout genre : miliciens, Waffen-SS Français. Tout ce joli monde a trouvé refuge dans le sud de l'Allemagne, à Sigmaringen, enclave demeurée prussienne à l'intérieur du Grand-Duché de Bade.

Sigmaringen est le berceau des Zollern, puis Hohenzollern. La branche cadette protestante a donné les rois de Prusse puis empereurs allemands (et non d'Allemagne). L'aînée est restée sur les terres de sa principauté, est demeurée catholique et après la tentative ratée d'asseoir l'un des siens sur le trône d'Espagne, ce qui amena la guerre de 1870, s'est vue confier le trône de Roumanie dans les dernières années du XIX^e siècle. En 1944, le roi Michel de Roumanie, en se saisissant du pouvoir réel dans son pays à amené un renversement des alliances. Hitler qui a toujours honni l'aristocratie allemande, qui le lui rendait bien à quelques notables exceptions près, en profita pour assigner à résidence les Hohenzollern-Sigmaringen dans leur château. Jusqu'au jour où, ayant besoin d'un lieu sûr où *garder* le chef de l'État français, il délogea en

quelques minutes la famille de son séculaire lieu de vie.

C'est là que le roman commence. Pierre Assouline a choisi pour narrateur le majordome de la famille, Julius Stein, héritier d'une longue lignée de serviteurs de la famille. On ne dit pas *domestiques* dans l'aristocratie, c'est une notion bourgeoise qui ne peut que pâlement refléter la réalité du rôle de cette sorte de *gouverneur* de la maison du Prince. Stein n'est pas un Hohenzollern, il est les Hohenzollern. Son maître le charge donc de rester au château pour sauver ce qui peut l'être, ce dont il se chargera parfaitement malgré les difficultés. Ce livre contient deux histoires en une. D'abord celle de Stein qui décrit au mieux la haute idée que l'on se fait de l'accueil dans la famille, même lorsque l'on y est comme eux contraints. Stein veille à ce que tout ce passe bien. C'est un personnage double. Il y a en lui le serviteur adamantin attaché à son prince et le reste de l'individu qu'il a préalablement été. Je vous laisse à ce sujet le vif plaisir de la lecture.

L'autre histoire est celle des gens de Vichy. À travers l'œil de ce majordome francophile et francophone, ce qui était de règle dans toutes les maisons de l'aristocratie de l'Al-

lemagne, de l'Autriche et de l'Europe centrale en général, on voit s'animer les différents groupes rivaux qui sont la présence incongrue en ce lieu. À Sigmaringen on n'est guère nazi, on est attaché au prince et à sa famille. Cette enclave ne sera jamais bombardée parce qu'elle ne constitue pas un objectif stratégique. La guerre, les gens du château et de la ville ne la connaissent que par les leurs qui y participent et de l'irruption des gens de Berlin en cette fin de conflit. Sigmaringen devient pendant huit mois une enclave française en plein territoire allemand. Il faut présenter ses papiers pour pouvoir y entrer.

C'est l'histoire d'une double tragédie. Celle d'un pouvoir fantoche qui loge au château, faite de haines, de rancœur, de petites gens et de politici-canaille. On rit des portraits tracés par Stein, comme des situations grotesques, voire ubuesque qu'il décrit. Entre les femmes de ministres voleuses d'argenterie et les descriptions soignées de la vie dans ce huis clos, il y a beaucoup à apprendre. C'est le personnel qui se tient le mieux, comme souvent dans la bourgeoisie. L'autre tragédie est celle des Français qui n'ont pas accès au château mais vivent en ville, en contrebas dans tous les sens du terme. Ce sont les miliciens, leurs familles et quelques éternels attentistes. Là, c'est la misère, la maladie, l'effrayante mortalité des enfants durant l'hiver probablement le plus rude du siècle. On y croise des personnalités, comme celle du docteur Destouches, Louis-Ferdinand Céline, médecin dévoué des pauvres qui laissera une atroce description de son séjour dans *D'un château, l'autre*. Lisez ce livre remarquable quant à son écriture, à sa richesse et à sa description précise et cruelle d'un monde qui, heureusement, s'en allait.

Pascal BEAUCHER

(1) Pierre Assouline – « *Sigmaringen* », Paris, Gallimard, 2014, 368 pages, prix franco : 20 €.

Des repères dans le mouvant

Quand tout bouge autour de soi, quand on ne compte plus les effondrements sociaux, les accidents industriels et les catastrophes naturelles, il faut demander aux sociologues et aux anthropologues de rendre raison, autant qu'ils le peuvent, de nos temps incertains.

Cousins germains des sociologues, les anthropologues vivent dans la société telle qu'elle est mais parviennent à la regarder d'un peu plus loin grâce à leurs recherches et à leurs détours par d'autres sociétés. Georges Balandier dit qu'ils interviennent en tant que **médiateurs** afin que nous comprenions mieux notre temps et les sociétés qui sont différentes de la nôtre. Les repères sociologiques et anthropologiques sont d'autant plus précieux qu'ils sont aujourd'hui menacés par des **figures médiatiques** qui se présentent souvent comme des experts alors que ce sont des agents d'influence rémunérés par le milieu dirigeant. L'expert est là pour dire, avec plus ou moins de doigté, que nous n'avons pas le choix ; à l'opposé, les chercheurs travaillent dans l'incertitude et s'efforcent de nous montrer divers aspects d'une réalité changeante et les diverses manières qui permettent de l'aborder. Alors que tout va très vite et qu'on nous demande de nous prononcer dans la seconde sur des questions complexes – les sondeurs excellent dans ce jeu stupide dont ils tirent des conclusions plus que douteuses – il faut bien entendu privilégier l'étude patiente et le dialogue approfondi. Mais comment faire, si l'on n'est pas du métier ?

La réponse vaut pour toutes les époques : il faut se chercher de bons maîtres et trouver le guide qui conduira à leurs œuvres et en facilitera la lecture. Georges Balandier vient au bon moment nous présenter une revue générale de tous les anthropologues et les sociologues qui ont compté à la fin du XIX^e siècle et au cours du siècle dernier et qui peuvent nous être utiles pour affronter la Grande Transformation qui est en cours. Son livre, (1) qui prolonge un long dialogue avec les œuvres et nombre de leurs auteurs, permet une approche méthodique des sciences du social. Celles-ci commencent avec Émile Durkheim, Marcel Mauss et Max Weber pour la sociologie, avec Margaret Mead et Gregory Bateson pour l'anthropologie, se poursuivent avec Georg Simmel, Raymond Aron, Norbert Elias et avec bien d'autres chercheurs moins célèbres : Albert O. Hirschman, Yves Barel, Bernard Lahire... On aperçoit l'œuvre propre de Georges Balandier qui intervient

dans les débats, exprime ses critiques et s'interroge à nouveau sur le bouleversement majeur qu'il nous faut affronter.

Nous sommes en train de vivre un paradoxe difficile à concevoir et à supporter : « *la puissance monte cependant que l'impuissance politique s'accroît.* » Sur la carte géopolitique, nous avons vu s'effondrer brusquement des ensembles dominants – l'Union soviétique – et s'affirmer d'autres États : « *l'impuissance politique déforce les nations naguère dominantes, la Grande Transformation qui allie la force du mouvement (l'accélération des changements) et les effets de l'incertitude (l'apparent non-sens du devenir) y affaiblit la capacité de gouverner. La gestion de l'urgence, la gouvernance par la médiation des experts et des systèmes-experts machinels supplantent l'action proprement politique, nécessaire pour éclairer l'avenir immédiat, définir des projets qui fortifient le désir d'un avenir plus lointain et l'engagement personnel.* »

Cette Grande Transformation provoque, chez les individus, de graves perturbations. De moins en moins protégés par la gouvernance ultra-libérale, ils peuvent se laisser fasciner par une science qui leur promet la maîtrise, voire l'a-mortalité, tandis que les succès techniques confortent le culte de la performance. Les catastrophes naturelles – tsunami et tremblements de terre – et les grands accidents industriels, de Tchernobyl à Fukushima, hantent les imaginaires, assurent le succès des œuvres quasi-mythologiques – le film Titanic – et des scénarios de fin du monde. À la peur de la grande catastrophe, s'ajoute la peur des épidémies qui viennent contredire les progrès de la médecine. La désignation de boucs émissaires et la référence à des forces obscures sont des réactions archaïques qui contrebalancent les utopies positives, scientistes et technicistes. Les passions bougent aussi vite que l'actualité présentée par les médias : « *la surmodernité actuelle est pleinement associée aux affects, aux émotions, aux désirs. Par les systèmes machines, elle impose ses rythmes : le temps de l'immédiat, la rapidité, l'urgence. Elle engendre aussi la suprématie du visible, l'irruption continue de l'événement, l'addiction aux images et au jeu avec les images, l'avènement du caché par les machines rendant visible l'intérieur des choses et des êtres et la construction de doubles du réel par recours à la simulation.* »

Que faire, si l'on se refuse à désespérer ? On peut se laisser aller aux hystéries ambiantes, en prenant le risque de se perdre complètement. On peut fuir dans le passé, afin d'y revivre fictivement de glorieux souvenirs – ce que des royalistes ne sauraient conseiller car les reconstitutions historiques s'accompagnent généralement de mythologies stériles. Georges Balandier propose un effort méthodique de compréhension, par accumulation patiente des connaissances qui nous permettront d'en finir avec les fausses fatalités de la crise, d'accepter les logiques de la transition d'un monde vers un autre et de trouver à nouveau la force de les orienter par l'exercice mesuré de la raison politique.

Bertrand RENOUVIN

(1) Georges Balandier - « *Du social par temps incertain* », PUF, 2013.

Un objet non identifié dans la presse magazine

Envie d'un peu de créativité et d'imaginaire ? Il suffit de jeter un coup d'œil à la presse magazine où une nouveauté attire irrésistiblement l'œil par sa qualité graphique et esthétique époustouflante : le magazine-livre, dans le jargon, le *mook*.

Les *mooks* sont distribués généralement dans les kiosques mais quelquefois exclusivement en librairie et refusent généralement les annonceurs publicitaires. Ce sont de toutes nouvelles aventures éditoriales et intellectuelles qui privilégient une réflexion sur le long terme, à l'époque de l'information atomisée et consommée à la vitesse des connexions internet.

Au départ, le mook est inspiré de deux grands modèles anglo-saxons qui ont fait leur preuve depuis des décennies : *The New Yorker* aux États-Unis et *Granta* en Grande-Bretagne.

En France, la revue *XXI* est pionnière, lancée en 2008 par Patrick de Saint-Exupéry et l'éditeur Laurent Beccaria, elle remet le grand reportage à l'honneur (avec de prestigieuses signatures) et dépasse les 30 000 exemplaires à chaque numéro. Sa petite sœur, *6 mois*, privilégie le photo-journalisme. *Uzbek et Rica*, sorti en 2010, se penche sur la futurologie. *Le Tigre*, créé en 2006, indépendant et sans publicité, se propose de « rompre volontairement avec les frontières habituellement dressées entre journalistes, écrivains et universitaires. » Chaque magazine propose un projet éditorial différent et souvent très innovant. *Otograf* propo-

sait (il n'a plus l'air d'exister) aux internautes de valider en ligne le sommaire et la maquette du journal. *Feuilleton*, paru en 2011, compile des textes originaux et des textes traduits du *New Yorker* ou de *Vanity Fair* et rassemble des auteurs de prestige tels que Jonathan Franzen et Daniel Mendelsohn. Le numéro 9

britannique papier, web, radio et présente parmi les caractéristiques les plus tendance de l'édition presse aujourd'hui : un graphisme ultra soigné, la multitude des types de diffusion, des documentaires et des films en exclusivité, un bulletin radio et la promotion du dernier numéro par un film diffusé en ligne. Son créateur,



de *Schnock*, récemment loué par Causeur, est en vente.

Orsai, revue hispano-argentine, annonce clairement vouloir recréer un lien papier avec ses lecteurs. Côté anglo-saxon encore, *The Believer* explore la littérature depuis 2003. *Monocle* est un mensuel

Tyler Brûlé avait lancé *Wallpaper*, la bible du stylisme des années 90. Il revendique haut et fort sa version papier, ses correspondants à l'étranger, son refus de travailler avec des dépêches d'agences et de ne pas suivre la mode des réseaux sociaux « en y perdant son

énergie à vouloir parler à trop de monde en même temps. »

Souvent trimestrielles, ces néo-revues privilégient le long terme, le reportage d'investigation et une grande importance accordée à l'icônographie (photo et dessin), à la typographie et à la mise en page. Leur version papier est aussi travaillée que leur version numérique. Leurs créateurs sont des enfants du numérique... qui ne jurent que par le papier et renouvellent le journalisme narratif.

Malheureusement et évidemment, depuis quelques années, il en sort comme des petits pains et de plus ou moins bonne qualité : *Charles* (politique), *Crimes et châtiments* (faits divers), *Muze* (féminin culturel), *We Demain* (futuriste), *Rukh* (monde arabe), *Macrocosme* (scientifique), *Ravages* (ambitieux « magazine de réflexion artistique, littéraire et philosophique » sic) ou *Cassandra* (« la revue européenne qui interroge les pratiques de l'art et de la culture dans la société contemporaine »), *Alibi* (plus simplement sur le polar), *Long cours* (la revue des écrivains voyageurs), *Desports* (sport)... De beaux objets qui pâtiennent déjà des défauts de leur époque : une offre trop importante qui ne peut que diluer la qualité autant que l'attention des lecteurs. C'est pourquoi de nombreux magazines ne dépassent pas le premier numéro avec, sans publicité, un seuil de rentabilité garanti à partir de 15 000 exemplaires vendus.

Kristine MASSA

Des sites web aussi beaux que les publications papier :

<http://www.otograf.com/>
<http://www.believermag.com/>
<http://www.revuefeuilleton.com/>
<http://www.monocle.com/>
<http://www.orsai.es/>
<http://www.revue21.fr/>
<http://www.6mois.fr/>
<http://usbek-et-rica.fr/>

Les Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 euros est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'Abonné des Mercredis annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 5 février

Manifestations contre l'austérité en Slovaquie, crise économique et mouvement étudiant en Croatie, manifestations en Roumanie contre la privatisation des services d'urgence, manifestations répétées en Bulgarie contre le chômage et les bas salaires, protestations de journalistes contre les atteintes à la liberté d'expression au Monténégro... Les restrictions budgétaires, la déflation salariale, les privatisations sauvages, le massacre de l'environnement et la corruption des dirigeants provoquent «*La colère des Balkans*».

Nous avons demandé à **Jean-Arnault Dérens**, historien et rédacteur en chef du *Courrier des Balkans*, d'analyser les mouvements contestataires dans les Balkans, d'évoquer les modalités et les figures de cette révolte négligée par les médias français. Nous l'interrogerons sur le regard porté sur l'Union européenne en Slovaquie, en Croatie, en Serbie et sur le premier bilan des mesures préconisées ou imposées par la Commission européenne.

Mercredi 12 février

Historien, directeur de la revue *Guerre & Histoire*, **Jean Lopez** a publié plusieurs ouvrages réputés sur les grandes batailles - Stalingrad, Koursk, Berlin - qui opposèrent la Wehrmacht à l'Armée rouge. Son ouvrage le plus récent est consacré à «*Joukov, l'homme qui a vaincu Hitler*».

Sous-officier de l'armée impériale rallié aux bolcheviks, vite promu en grade après la guerre civile, rescapé des grandes purges stalinienne, vainqueur des Japonais en 1939, Joukov est l'homme qui sauve Leningrad, assure la défense de Moscou, bat les Allemands à Koursk et mène ses troupes jusqu'au cœur de Berlin. En suivant Joukov, Jean Lopez fait découvrir l'histoire de l'Armée rouge, explique la Grande Terreur, expose les choix de Staline avant l'offensive allemande, fait revivre les effroyables combats sur le sol russe et allemand puis la période de l'après-guerre au cours de laquelle le prestigieux maréchal participe à la déstalinisation avant de tomber en disgrâce.

Communiquer avec la NAR

38, rue Sibuet
75012 Paris

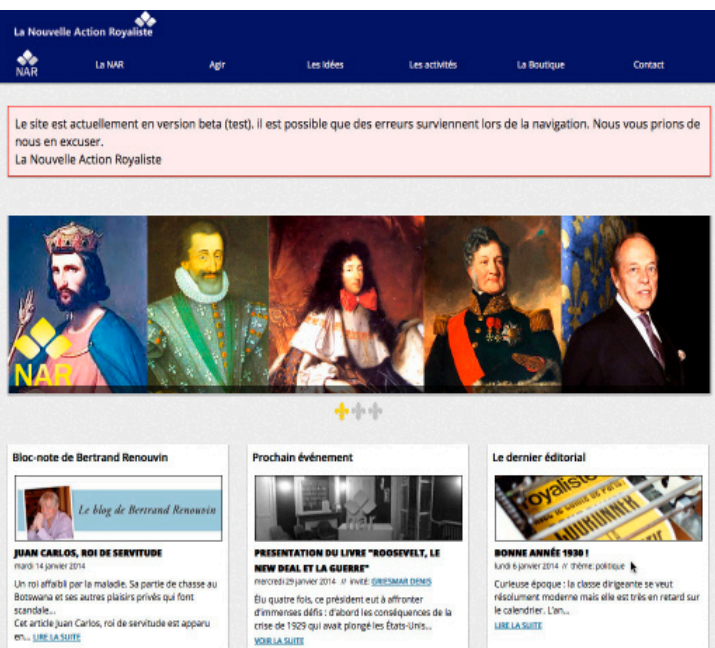
Adresse électronique :

info@nouvelle-action-royaliste.fr

Sites Internet :

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>
<http://archivesroyalistes.org>

Tél. : 01 42 97 42 57



Voici la page d'accueil de notre nouveau site internet...

Commencé il y a quelques mois déjà, le projet avait été mis en sommeil à cause de notre déménagement puis des désagréments que nous avons connus. Son concepteur, Jérémy Faillières, a tenu absolument à le mener à bien, ce qui nous donne aujourd'hui la page d'accueil que vous avez sous les yeux.

Il s'agit d'une version dite «bêta», non encore définitive puisque bien des éléments manquent encore pour le compléter. Vous pouvez juger que nous nous sommes résolument éloignés d'un aspect *glamour* pour choisir celle qui nous correspond le mieux : agréable à l'œil, pratique et reflétant bien ce que nous sommes. Notre attachement à la monarchie est politique avant que d'être sentimental, les idées nous passionnent plus que les potins.

Vous êtes dorénavant conviés à donner votre avis et à pointer les manques et les imperfections. Les aspects les plus importants de la vie de notre mouvement et de son journal ont été en premier lieu traités. Il nous reste à y ajouter ce qui concerne notre «boutique». Nous l'enrichissons également d'éléments de notre passé.

Ce site connaîtra rapidement des développements notamment avec des applications «Smartphone» et «tablette».

Notre ami François-Marin Fleutot vient de réaliser un amusant carnet de chants regroupant des œuvres venues parfois du fond des âges et qui toutes chantent le roi. S'y trouvent bon nombre de chansons populaires oubliées qu'il faut redécouvrir. Demandez le nous ! 5 euros seulement.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris

Les élites ont trahi

Il est toujours difficile de porter un jugement sur les réalités sociologiques du moment. On risque de procéder par généralisations abusives à partir de l'observation superficielle d'un groupe restreint, sans prendre garde aux concepts qu'on utilise. Quant aux élites, l'approche doit être d'autant plus prudente que le milieu dirigeant provoque plus que tout autre les ressentiments et les fantasmes. Cela se comprend : les éminentes personnalités exposées à tous les regards vivent à l'abri de barrières infranchissables. Il est facile d'imaginer de noirs complots alors que les sociologues et les témoins expliquent à qui veut les entendre une réalité toute simple : les élites pensent et agissent selon des convictions et des intérêts qu'ils proclament à certaines époques et qu'ils taisent à d'autres moments de l'histoire.

À tort ou à raison, les nobles et les bourgeois des siècles passés proclamaient la haute idée qu'ils se faisaient de leurs fonctions sociales... Tel n'est plus le cas. Les élites mentent sciemment au peuple pour masquer leur comportement et leurs véritables projets. Apologie des Valeurs et enrichissements frauduleux, discours patriotique et alignement européiste, diatribes contre la finance et soumission aux banques... nous avons pu constater *a posteriori* la fréquence et l'ampleur des mensonges proférés par les diverses fractions de l'oligarchie. Restait à comprendre la cause première de ces attitudes. Nous avons dénoncé une relation de plus en plus distendue entre les élites françaises et la France, nous

avons pu affirmer sur le mode polémique qu'il y avait rupture mais nous ne pouvions pas fournir les preuves suffisantes.

En voici, qui sont décisives. Elles sont données par une personnalité qui est au cœur de l'État. Agrégée de philosophie, directrice de l'ENA de 2000 à 2002, membre du Conseil d'État et aujourd'hui député, Marie-Françoise Bechtel a



livré au cours de deux entretiens (1) les conclusions d'une longue observation participante : « *la spécificité française tient surtout à la détestation des élites envers la nation* » ; « *les élites françaises ont honte de la France.* » Le constat vaut pour les dirigeants politiques de droite et de gauche, pour les grands patrons qui s'arrangent pour ne pas payer leurs impôts en France, pour les hauts fonctionnaires de la direction du Trésor, qui « *pensent en anglais* », pour la direction du Budget qui est « *gangrenée par l'idéologie allemande* » de l'équilibre budgétaire, pour les patrons

des grands médias. Cette mentalité se solidifie dans l'idéologie dominante qui proclame que les nations, responsables des guerres, doivent se fondre dans « *l'Europe* ». Un exemple ? « *Pierre Moscovici, toute son action le démontre, qui est persuadé que la nation française a disparu, que nous sommes devenus une région de la grande nébuleuse libérale et atlantique.* » Marie-Françoise Bechtel explique que la trahison des élites remonte à l'étrange défaite de 1940 et aux compromissions de l'Occupation. Faute de pouvoir reprendre ici ces points d'histoire, (2) j'invite à réfléchir sur les conséquences de cette trahison :

Les élites françaises ne remplissent plus aucune des conditions de la légitimité : elles sont sorties de l'histoire de France, elles ont renoncé à servir l'indépendance nationale et la justice, elles obtiennent les suffrages populaires par manœuvres et mensonges.

Cette crise de légitimité nous conduit à la guerre sociale – à l'insurrection populaire contre les élites en vue de leur remplacement. Cette insurrection n'a pas éclaté mais la société française ne cesse d'accumuler de la violence en raison des injustices subies et des humiliations ressenties.

Cette insurrection peut dégénérer en guerre civile si le désir de rupture est capté par le nationalisme xénophobe – mais il n'y a pas de fatalité. Les élites s'ingénient à nous distraire de l'essentiel et à nous persuader de notre impuissance en laissant jouer les émotions et pulsions qui ne les dérangent pas. Ne laissons pas faire ceux qui ont trahi.

Bertrand RENOUVIN

(1) *L'Expansion*, décembre 2013 – janvier 2014, débat avec Nicolas Baverez ; entretien accordé à *Marianne*, 19 janvier 2014.

(2) Cf. l'étude publiée par Pascal Beaucher : <http://www.bertrand-renouvin.fr/billet-invite-pascal-beaucher-une-breve-histoire-des-elites-francaises/>